

Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

Date de la contribution : 24/05/2024

Périmètre du dispositif de modification de la puissance de raccordement

Question 1 : Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

Niveau de la puissance de raccordement du client après modification par le gestionnaire de réseau

Question 2 : Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?

Elengy n'a pas l'expertise pour émettre un avis détaillé sur l'ensemble des questions proposées, toutefois nous tenons à alerter le régulateur sur le point suivant qui est fondamental pour Elengy.

Elengy joue un rôle crucial dans la sécurité d'approvisionnement en gaz de la France et pour cela ses sites sont identifiés comme des installations vitales pour la sécurité énergétique du pays. La valeur assurancielle de ses terminaux méthaniers réside dans leur capacité à garantir sa disponibilité d'import en GNL nécessaire aux besoins de consommations et d'équilibrage sur les réseaux Français et Européens. En cas de besoin, les terminaux peuvent rapidement augmenter ou réduire les volumes de GNL importés en France, mais les approvisionnements par GNL peuvent suivre des cycles longs de baisse des imports de plus de 5 ans suivi de remontées rapides, pas forcément prévisibles en fonction des aléas sur les marchés français et européens

La puissance souscrite et la consommation d'électricité d'Elengy sont relatifs aux imports de GNL qui peuvent varier jusqu'à un facteur 3 sur l'ensemble de ses 3 terminaux méthaniers sur une période de quelques années.

Ainsi au regard de ses besoins flexibilités pour lui permettre d'assurer son rôle dans la sécurité d'approvisionnement en GNL, Elengy ne souhaite pas qu'une modification de la puissance de raccordement puisse être faite sur la base de l'historique réalisé.

Et si une modification par RTE devait être nécessaire, elle devrait être basée sur le max de de la puissance souscrite et réalisée et non le mini.

Question 3 : Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?

Voir réponse à la question 2. Au regard de ses besoins flexibilités pour lui permettre d'assurer son rôle dans la sécurité d'approvisionnement en GNL, Elengy ne souhaite pas qu'une modification de la puissance de raccordement puisse être faite sur la base de l'historique réalisé et milite pour des durées de prise en compte des puissances souscrites supérieures à 5 ans si in fine un tel mécanisme devait être mis en place.

Question 4 : Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une nouvelle installation par les gestionnaires de réseaux

Question 5 : Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?

Question 6 : Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?

Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une installation existante par les gestionnaires de réseaux

Question 7 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?

Au regard de son fonctionnement cyclique long terme et pour lui permettre d'assurer son rôle dans la sécurité d'approvisionnement en gaz, Elengy ne souhaite pas qu'une modification automatique lui soit imposée. Il conviendra d'abord s'assurer avec le régulateur de la faisabilité de la poursuite des missions d'Elengy pour la sécurité d'approvisionnement. Voir réponse à la question 2.

Question 8 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation ?

Question 9 : Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?

Question 10 : Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?

Question 11 : Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?

Question 12 : Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?

Question 13 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?

Question 14 : Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?

Question 15 : Question 15 Etes-vous favorable la durée N moy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?

Question 16 : Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

Question 17 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

Question 18 : Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?